

La dette ou la vie

D'abord, on cherche à nous culpabiliser.

On nous répète partout « La France vit au dessus de ses moyens »

C'est faux, la France est le 5ème pays le plus riche au monde, les français produisent l'équivalent de 2000 milliards d'euros chaque année, et seulement la moitié est imposée par l'état ou les collectivités locales.

Ses moyens, justement, l'état les choisit lui-même via la fiscalité.

Si ses recettes sont systématiquement inférieures à ses dépenses depuis presque 40 ans, ce n'est pas parce qu'il y a trop de dépenses (la population augmente, les dépenses augmentent en conséquence) et encore moins parce qu'il n'y aurait pas assez de richesses produites en France, mais bien parce que les gouvernements n'ont pas le courage politique d'aller prendre l'argent là où il se trouve.

Au lieu d'imposer ceux qui ont de l'argent, les gouvernements successifs ont préféré le leur emprunter (preuve qu'il existe cet argent !) et leur verser en retour des intérêts ...

C'est plus facile.

Et c'est un choix politique délibéré qui n'est pas sans conséquences :

Où ceux qui ont de l'argent sont doublement gagnants (moins d'impôts + rente sur le dos de l'état et des français).

Et où le reste des citoyens, l'immense majorité des citoyens, sont en conséquence doublement perdants.

Au contraire, les moyens sont abondants (la France n'a jamais été aussi riche et productive, l'économie n'a jamais été aussi développée), mais l'état français se prive lui-même des moyens nécessaires pour couvrir ses dépenses.

Ensuite on cherche à nous effrayer.

On nous répète partout « La France est un pays surendetté, la France est en faillite »

C'est faux. Pour faire peur aux gens, on rapporte souvent le total de la dette (1675 Milliards d'euros) à ce que les français produisent chaque année, c'est-à-dire le PIB (2000 milliards d'euros), d'où le chiffre de 85% d'endettement. Et effectivement si nous devons donner 85% de ce que l'on gagne pour rembourser une dette on pourrait parler de surendettement. En réalité cette dette est composée d'obligations d'état dont le remboursement en moyenne est étalé sur environ 7 ans. Si on doit réellement comparer cette dette avec ce que la France gagne alors **il faut la comparer avec les richesses produites par les français pendant ces 7 ans et non pas pendant 1 an, donc il faut les comparer à 14000 milliards d'euros et non plus seulement 2000 milliards ...**

L'endettement de la France est en réalité de 12% des richesses qu'elle produit et non pas de 85%.

Un autre moyen de nous effrayer, c'est de rapporter la dette publique à chaque habitant, comme si c'était à chacun de nous de la payer avec nos seuls revenus, alors qu'en réalité c'est à l'état de la payer, et **l'état ne tire pas ses recettes uniquement que de nos revenus, mais de tous les revenus de toute l'économie.**

Vient enfin le méchant ogre, les agences de notation, on nous explique que si l'on ne se plie pas aux exigences des marchés financiers la France risque de perdre la fameuse note AAA

que lui attribuent les agences de notation. Mais quand on se rend compte qu'en réalité nous ne sommes pas endettés à 85% de ce que l'on gagne mais à 12% seulement, quand on comprend qu'en réalité **nous ne sommes pas du tout en situation de faillite**, on comprend pourquoi **les agences de notation nous donnent la meilleure note**.

Les intérêts, la source principale de notre endettement.

Avant la réforme de la banque de France en 1973, destinée à adapter le système bancaire français au futur système européen, l'état pouvait emprunter directement à sa banque centrale, c'est-à-dire à la banque de France. Et comme la Banque de France est une institution publique depuis qu'elle a été nationalisée en 1945, entre cette date et 1973 (les 30 glorieuses), **l'état empruntait sans payer d'intérêts**.

Mais depuis cette réforme, le gouvernement a interdit cette pratique. L'état fut dès lors obligé d'emprunter sur les marchés financiers privés et **donc obligé de payer des intérêts**.

La dette publique est apparue dès ce moment, et il est intéressant de constater que depuis 1978 (les chiffres de l'INSEE commencent en 1978) **l'état n'a payé pratiquement que des intérêts** et pour un montant cumulé équivalent à environ 1500 milliards d'euros, c'est-à-dire quasiment la totalité de la dette publique.

Bien que cela soit une projection fantaisiste (car évidemment les comportements des gouvernements auraient été modifiés), on peut raisonnablement penser **que si les gouvernements ne s'étaient pas interdit d'emprunter directement à la banque centrale sans payer d'intérêts en 1973, aujourd'hui il n'y aurait pas ou quasiment pas de dette publique**.

Quand l'état emprunte sur les marchés financiers, il émet des obligations d'états, c'est-à-dire une reconnaissance de dette. A la différence d'un emprunt classique, l'état ne rembourse le montant du prêt qu'à son échéance finale (les durées les plus courantes sont de 2 ou 10 ans, la moyenne pour la dette publique française est environ de 7 ans). Et chaque année, l'état n'a donc finalement à payer que des intérêts, c'est ce qu'on appelle le service de la dette, soit environ 50 milliards d'intérêts en 2011, et c'est la 2ème plus grosse dépense dans le budget de l'état.

Hors depuis le milieu des années 1970, le budget de l'état étant systématiquement en déficit, pour rembourser les obligations arrivées à échéance, l'état en réémet de nouvelles ... C'est l'AFT (Agence France Trésor) qui s'en occupe. **Bref, depuis presque 40 ans, pour rembourser ses emprunts, l'état réemprunte. Voilà pourquoi, depuis tout ce temps, nous n'avons pratiquement payé que des intérêts**.

Seulement tout ceci a un effet pervers, cela signifie que nous payons encore aujourd'hui des intérêts pour des emprunts qui ont été fait et remboursés il y a 40 ans ... C'est comme si petit à petit nous payions 2 fois puis 3 fois puis **plus le temps passe plus nous payons de fois, les intérêts des mêmes choses que nous avons déjà payé ... C'est de l'usure**. Cela nous a coûté 1500 milliards d'euros jusqu'à présent ! C'est comme si on avait tout payé deux fois !

L'endettement de l'état, un objectif politique et financier

En prenant du recul un instant est-il plausible que durant les années 1970-80-90, d'un seul coup, tous les gouvernements d'un grand nombre de pays dans toutes les parties du monde soient subitement devenus de mauvais gestionnaires irresponsables ? Ou alors **toutes ces explosions de l'endettement des différents états ne s'expliqueraient-elles pas plutôt par la mise en place dans tous ces pays, pendant toute cette période, de ces marchés financiers d'obligations d'état et donc par le développement et la généralisation de cette méthode de financement des déficits de l'état ?**

Aujourd'hui, sur les marchés financiers, ce sont diverses institutions financières, comme des sociétés d'assurances, et aussi des particuliers qui ont de l'argent à placer, mais ce sont principalement des banques qui achètent les obligations qui sont émises par les états (pour la France, françaises et européennes) ...

C'est encore plus vrai depuis la crise financière de 2008, alors que les banques n'avaient plus confiance les unes envers les autres, le marché le plus sûr était celui des obligations d'états. Et comme les états devaient faire face à une récession économique, et donc à des lourds déficits sociaux, comme ils ont choisit d'emprunter en masse pour sauver les banques et le système financier qui menaçait de s'effondrer et enfin comme ils ont financé des plans de relance de l'économie, tous les pays ont vu leurs déficits doubler, voir tripler, et **les banques se sont particulièrement gorgées d'obligations d'état.**

Le problème, c'est que l'argent que les états empruntent à ces banques, c'est **de l'argent que ces banques ont elles-mêmes emprunté à la banque centrale auparavant à un taux d'intérêt de 1%, son fameux taux directeur.**

Hors le taux auquel les banques prêtent à la France oscille en moyenne entre 3 et 4%. Grâce à ce système, les banques se font donc sur le dos des français de belles marges de 2 ou 3%. Sur des sommes qui se comptent en millions ou en milliards, c'est un placement particulièrement lucratif !

Quand on se rappelle que durant la crise de 2008, toute l'économie était en récession, seules les banques s'en sont sorties avec des bénéfiques records, on comprend pourquoi.

Pour un pays comme la Grèce, les banques n'exigent pas 3% comme la France, mais un taux de 18% pour les obligations de 2 ans, pour le Portugal un taux de 12% etc ...

Et il ne faut pas aller chercher plus loin les raisons de la crise en Grèce, ou qui s'annonce dans les autres pays comme l'Espagne l'Italie ou le Portugal, car aucun pays ne peut soutenir sa dette actuelle à un taux de 12 ni même de 18%. Si la France devait payer 18% d'intérêts et non pas 3%, elle devrait payer chaque année 300 milliards d'euros d'intérêts, et non pas 50. Ce qui est impossible.

Et qu'est ce qui justifie que les banques se prennent de telles marges alors que comme avant 1973 l'état pourrait très bien directement emprunter à la banque centrale à 1% voir sans payer d'intérêts ? **Fournissent-elles un service ou un travail en échange pour mériter tout cet argent ? Absolument pas ... Comme tous les spéculateurs d'une manière générale, ce sont comme des parasites ...**

Ce système a été mis en place à l'occasion de la construction européenne, et il n'y a jamais eu de débat publique sur ce sujet, personne n'a demandé leur avis et encore moins leur consentement aux citoyens.

Il aurait été parfaitement légitime pourtant de se demander pourquoi il fallait mettre en place un tel système qui finalement s'est avéré être si couteux au point de faire exploser la dette publique et qui finalement on le voit finit par plonger toute l'Europe dans une crise des finances publiques ?

Par exemple **si la Grèce pouvait emprunter directement à la banque centrale européenne au lieu de devoir emprunter à 18% sur les marchés financiers, la crise qu'elle subit serait immédiatement résolue !**

Qu'est ce qui a motivé les politiciens en 1973 à adopter cette réforme de la Banque de France et en particulier cette interdiction pour l'état d'emprunter à sa banque centrale, puis ensuite ceux qui ont continué à construire et à mettre en place le système financier européen, pour aboutir en 1993 au traité de Maastricht ?

L'intérêt financier pour les spéculateurs, et en particulier pour les banques est évident. Et quand on comprend que **ce sont des banquiers qui ont conseillé nos politiciens pour mettre**

en place tout ce système monétaire et financier au niveau européen, le conflit d'intérêt est lui aussi évident.

Quand à l'intérêt politique, on l'entrevoit assez nettement dans **l'instrumentalisation que certains politiciens font de la dette et de la crise grecque pour imposer des politiques de régressions sociales et de privatisation avec leurs fameux plans de rigueur** (bref toutes les politiques qu'ils ont en réalité toujours défendues comme par hasard).

La rigueur.

D'après Frédéric Lordon, c'est le gouvernement allemand surtout qui a insisté pour mettre en place ce système monétaire au niveau européen, c'était leur condition pour accepter une monnaie unique et signer plus tard le traité de Maastricht.

Car **la monnaie unique ayant la fâcheuse propriété d'empêcher désormais les marchés financiers de spéculer contre la monnaie d'un pays en particulier, ce moyen de pression étant perdu**, les gouvernements se retrouvaient ainsi, oh comble de l'horreur, soumis à la seule pression des populations, qui voyez-vous, ont tendance abusivement à réclamer, comme s'ils se croyaient en démocratie, toujours plus de salaires, toujours plus de services publiques, et toujours plus de protections sociales.

Pour les partisans de la rigueur allemande c'était une idée insupportable. **Il fallait à tout prix restaurer la soumission des états à la pression des marchés financiers, et en interdisant aux états d'emprunter à leur banque centrale, et donc en les obligeant à financer leurs déficits avec des financements privés sur les marchés financiers internationaux, c'était le meilleur moyen de pression dont ils pouvaient rêver** (bien qu'honnêtement j'ai tendance à croire que le contrôle de la situation leur a un petit peu échappé).

Notons qu'ils n'ont rien inventé, nos frères africains ou américains du sud pourront largement le confirmer. Cette méthode endettement / rigueur a été largement testée et appliquée par les bons soins du docteur FMI dans déjà un bon nombre de pays du sud, les privatisations et les régressions sociales ont toujours été les contreparties de leurs aides.

Et on en voit aujourd'hui **les résultats en Grèce ...** Le pays va-t-il mieux économiquement ? La dette s'est-elle résorbée ? Non au contraire, la récession économique qu'elle subit bat tous les records (pratiquement 7% ...), et sa dette continue de s'aggraver, forcément ... Ce qu'elle subit **ressemble à s'y méprendre à un pillage ...**

Constatant que **ce sont les principaux partisans de la rigueur, et donc aujourd'hui de la rigueur budgétaire, qui sont ceux qui ont creusé le plus les déficits publics, notamment en multipliant les dépenses fiscales (exonérations / niches fiscales / réductions d'impôts) très coûteuses, et donc en appauvrissant l'état, la boucle est bouclée.**

Le combat politique de notre génération.

Ce qui nous a menés à cette dette publique, c'est l'effet conjugué des intérêts que nous payons sans justification depuis 40 ans et des dépenses fiscales qui appauvrissent délibérément l'état. Tout cela a pour but, outre l'intérêt financier direct évident, de nous faire avaler des régressions sociales, des privatisations, et des régressions démocratiques qu'autrement, c'est-à-dire démocratiquement, nous refuserions.

Car notons le bien, on se garde bien de demander leur avis aux populations. **L'absence de mandats démocratiques pour mener ces politiques de rigueur ne les gêne pas le moins du monde.**

Un seul peuple a été consulté, un petit peuple dans le nord, en Islande, ils ont dit non par référendum au sauvetage publique des banques privées, et ils s'en sortent très bien.

On a la chance d'avoir l'élection majeure de notre pays qui tombe en 2012, en plein coeur de cette crise. On peut nous aussi dire « non » à cette dictature de la finance, il est encore temps. Mais pour cela encore faut-il que les français soient bien informés !

Face à leur vaste offensive idéologique actuelle (ex : la "règle d'or" qui en réalité est un cheval de Troie qui consiste à constitutionaliser la rigueur), **il est important que chaque citoyen, chaque patriote, déconstruise comme je le fais ici, toute l'arnaque que représente cette dette publique !**

S'il y avait réellement des vraies règles d'or à mettre en place, c'est que l'état ne devrait jamais être financé autrement que par de l'argent public ! Que la création monétaire devrait toujours pouvoir bénéficier à la collectivité et jamais à des intérêts privés ! Que le bien être, la santé, l'éducation etc ... de la population doivent toujours être prioritaires sur je ne sais quelles dettes que pourraient contracter nos banques ou nos gouvernements ! Ou enfin qu'aucun gouvernement étranger, qu'aucune banque privée, qu'aucune agence de notation n'ont à interférer dans les affaires d'un peuple SOUVERAIN et de son gouvernement.

Nous ne pouvons compter sur aucun des grands médias, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes ! Il faut informer le plus de personnes que nous pouvons : Notre famille, nos amis, nos collègues, les gens sur le net !

Aucune action n'est inutile ou dérisoire au contraire ! Il ne faut pas avoir peur de parler de politique ! L'enjeu est plus important que ce que peuvent bien penser les autres personnes de nous ou de nos idées ...

Et ne vous découragez pas si vous n'arrivez pas à convaincre les gens sur le coup. Les idées sont comme des petites graines, elles germent petit à petit dans notre esprit. Il faut laisser aux gens le temps de confronter leur expérience avec ce que vous leur avez dit, c'est comme ça que leurs idées évoluent. Et avec le futur qui s'annonce, ils vont en avoir largement l'occasion

...

"La dette ou la vie" résume bien la situation. C'est le combat politique de notre génération !

Soyons à la hauteur !

Logan, citoyen, militant du parti de gauche, membre du front de gauche.